Distinctions ethniques et déforestation au Viêt Nam

Un front pionnier de la province de Lâm Đồng

Steve Déry

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8002>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8002

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2003

Pagination : 81-102

Référence électronique

Steve Déry, « Distinctions ethniques et déforestation au Viêt Nam », *Études rurales* [En ligne], 165-166 | 2003, mis en ligne le 01 janvier 2005, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8002> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8002

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_165&ID_ARTICLE=ETRU_165_0081

Distinctions ethniques et déforestation au Viet Nam. Un front pionnier de la province de Lam Dong

par Steve DÉRY

| Éditions de l'EHESS | *Études rurales*

2003/1-2 - N° 165-166

ISSN 0014-2182 | ISBN 2-7132-1807-1 | pages 81 à 102

Pour citer cet article :

—Déry S., Distinctions ethniques et déforestation au Viet Nam. Un front pionnier de la province de Lam Dong, *Études rurales* 2003/ 1-2, N° 165-166, p. 81-102.

Distribution électronique Cairn pour les Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DISTINCTIONS ETHNIQUES ET DÉFORESTATION AU VIÊT NAM

UN FRONT PIONNIER
DE LA PROVINCE DE LÂM ĐỒNG*

Steve Déry

L'IMAGE CONSACRÉE pour représenter le territoire du Viêt Nam depuis plus de cent cinquante ans, la palanche aux extrémités de laquelle étaient suspendus deux paniers de riz, toujours conforme à une réalité, se révèle de moins en moins appropriée pour décrire la géographie complexe et changeante de ce pays. On associait, et avec raison, les deux paniers aux deux greniers à riz formés par les deltas des fleuves Rouge au nord et Mékong au sud, la palanche étant, selon l'effet voulu, soit la Chaîne annamitique, soit la série de plaines de la côte longeant cette même chaîne et reliant les deux deltas. Cette représentation, témoignant d'abord du découpage du relief, permettait tout autant de rendre compte de la répartition des groupements humains : les peuples des plaines, les Viêt, auxquels on peut ajouter les Châm et les Khmers, dans les deux deltas et dans les plaines environnantes, et les divers groupes ethniques plus ou moins montagnards occupant la région des hautes terres du Nord et du Centre. Elle permettait en outre de caractériser l'agriculture : riziculture inondée dans les deltas et plaines,

agriculture itinérante dans les montagnes. Quoique largement simplifié et réducteur, ce portrait dichotomique reflétait assez bien la réalité de l'époque¹.

Historiquement, la zone montagneuse qui ceinture les plaines délimitait le Viêt Nam, son écoumène : ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le Viêt Nam contemporain ne représente plus une unité géographique où les cartes physiques, ethniques, politiques, agricoles et même forestières se superposent : la colonisation française a fait éclater les cantonnements traditionnels, accélérant ainsi l'intégration des régions qui composent aujourd'hui le Viêt Nam². Ce qui a changé, c'est le confinement des populations à des catégories de territoires bien

* Des éléments de cet article ont été présentés lors de colloques qui se sont tenus respectivement à Wolfville en octobre 1997 et à Vancouver en octobre 1999. Ce texte résume aussi certains aspects d'une thèse [1999]. Mes remerciements vont aux organismes subventionnaires (Centre Canada-ASEAN, Fonds FCAR, Conseil de recherche en sciences humaines du Canada), à mon directeur de thèse, le professeur Rodolphe De Koninck, ainsi qu'aux professeurs Jacques Bernier, Geoffrey Hainsworth et Luu Trong Hieu ; à Frédéric Durand, Yann Roche, Tran Duc Dan ; enfin aux Pères Michel Laliberté, Maurice Benoît et Laurent Proulx, Rédemptoristes.

1. Il ne s'agit pas ici de s'enfermer dans un déterminisme quelconque ni de nier l'existence d'une formidable diversité ethnique, linguistique, culturelle, politique, etc.

2. Au cours du XVII^e siècle, la progression de l'administration châm dans la région du Plateau de Djiring (Di Linh), entre autres, avait déjà commencé à modifier les rapports de pouvoir entre les groupes ethniques [Boulbet 1967 : 65-75], tout comme la présence de missionnaires à partir du début du XIX^e siècle.

déterminées³, ce sont les types de relation au territoire, à l'agriculture, à un écosystème, ce sont les réseaux d'échange [Déry 1999 : chap. 3]. Depuis cent cinquante ans, la colonisation agricole, volontaire ou forcée, a constitué un outil privilégié dans ce processus qui a transformé non seulement le paysage social et politique, mais en fait toute la géographie de la partie orientale de la péninsule indochinoise.

Dans les régions de montagnes et plateaux du centre du pays, couvrant quelque 56 000 kilomètres carrés⁴, la déforestation de larges surfaces et l'intégration des Montagnards qui y habitaient ont été les principales conséquences de la progression du front pionnier, agricole et viet. D'une part, les groupes ethniques des Plateaux centraux, autrefois majoritaires dans cette région, ont vu leur poids démographique s'amenuiser irréversiblement depuis cinquante ans⁵. Par exemple, dans la province de Lâm Đồng, la plus touchée par ce phénomène, ils représentaient 90 % de la population en 1926 et ne comptaient plus que pour moins de 20 % au recensement de 1999. D'autre part, dans cette même région, mais aussi dans tout le pays, les lisières forestières ont reculé comme jamais auparavant. Pour l'ensemble du Việt Nam, les forêts ont subi une perte de plus de la moitié de leur superficie de 1945, le rythme s'accroissant après 1975, date à partir de laquelle les Việt s'attachent à reconstruire leur pays. L'action des Français de l'époque coloniale a joué un rôle de catalyseur, même si les Việt avaient déjà, avant cette période, une relation au territoire dans laquelle la forêt n'avait pas sa place, ceux-ci « ne concevant l'espace villageois qu'ouvert et débarrassé de toute "sauvagerie" » [Boulbet 1984 : 27]. La disparition des forêts du Việt

Nam depuis vingt-cinq ans s'inscrit dans un processus beaucoup plus vaste, où toute l'organisation du territoire a été bouleversée.

Dans cette perspective, l'auteur s'emploiera à vérifier l'hypothèse générale selon laquelle la colonisation agricole serait le premier facteur à l'œuvre dans la déforestation au Việt Nam. Plus précisément, il s'agira de montrer que c'est bien à la colonisation agricole viet, et non à l'une ou l'autre des pratiques agricoles itinérantes des groupes ethniques montagnards, que l'on doit les plus importantes déprédations forestières

3. Il ne faut pas confondre : à l'échelle historique, l'ensemble de la péninsule indochinoise a été le théâtre de nombreuses migrations qui ont provoqué des changements dans la répartition spatiale des peuples, jusqu'au milieu du XIX^e siècle. S'agissant du Việt Nam, il apparaît vraisemblable de supposer que, à partir de l'installation des Việt sur les basses terres du delta du fleuve Rouge jusqu'au début de la colonisation française, il n'y a pas eu de bouleversements substantiels dans l'occupation du territoire par les différents groupes ethniques peuplant la plaine et la montagne, sauf peut-être pour les Châm qui habitaient les plaines côtières et qui ont graduellement été repoussés vers les montagnes.

4. Si l'on inclut les quatre provinces – Gia Lai, Kon Tum, Đắk Lắk et Lâm Đồng – qui composaient, jusqu'au recensement de 1999, le Tây Nguyên (littéralement les « Plateaux de l'Ouest » ; on dit aussi les Plateaux centraux, probablement à cause de l'influence de l'appellation anglaise utilisée par le Bureau de statistique de Hà Nội : « Central Highlands »).

5. Sur la redistribution de la population au Việt Nam, voir De Koninck et Déry [1997]. Au milieu des années quatre-vingt-dix, les Việt représentaient 87 % de la population totale du pays, les groupes de langue t'ai un peu moins de 5 %, les groupes autochtones des Plateaux centraux environ 1,5 %, dont les Jarai et les E-dê étaient les plus nombreux.

du pays au cours des cinquante dernières années. Par déforestation, on entend ici la conversion de la forêt à un autre usage⁶. Malgré la multiplication des travaux depuis plus de quarante ans⁷, jusqu'à récemment on continuait, tant dans l'appareil gouvernemental des différents pays d'Asie du Sud-Est⁸ que dans les publications de certaines organisations internationales, comme la Banque mondiale ou la FAO [Durand 1998 et 2002], à accuser les minorités ethniques pratiquant l'essartage d'être les premiers destructeurs de la forêt. La faible responsabilité des essarteurs professionnels dans la déforestation a été maintes fois démontrée, mais aucune étude n'a, jusqu'à présent, comparé spécifiquement, à l'échelle locale et sur un même territoire, l'évolution de l'utilisation du sol par les Việt et par des groupes ethniques traditionnellement essarteurs.

Pour trois raisons, une telle comparaison s'avère réalisable en dépit des difficiles conditions de recherche [De Koninck 1997]. Premièrement, jusqu'en 1975, le peuplement de cette région du Việt Nam était dichotomique : les Việt, de plus en plus nombreux à partir de 1954, se concentraient dans les zones urbaines (Đà Lạt, Bảo Lộc, etc.) ou près des axes routiers majeurs, alors que les non-Việt étaient dispersés sur le reste du territoire. Deuxièmement, cette répartition des communautés se reflétait sur le plan administratif : on ne trouvait pas de commune (*xã*) mixte. Et troisièmement, le choc de la guerre fut tel pour les groupes ethniques minoritaires, en particulier sur les plans démographique et foncier, que l'après-guerre (1975) suscita une sorte de nouveau départ dans l'organisation territoriale [Evans 1992].

On peut ainsi aisément comparer entre elles des communes dont les portraits socioéconomiques sont restés assez distincts depuis 1975 : certaines où l'on a littéralement planté des Việt dans une zone vide ou vidée pendant la guerre ; d'autres où Việt et autochtones cohabitent maintenant, à la suite du redécoupage administratif ; d'autres, enfin, où dernièrement les Việt étaient pratiquement absents. Dans le district de Lâm Hà de la province de Lâm Đồng, trois communes présentent ces caractéristiques et ont été choisies pour notre étude de cas : Hoài Đức, Đa Đồn et Phi Liêng.

Colonisation agricole et déforestation dans la province de Lâm Đồng

Dans le Tây Nguyên, notamment dans la province de Lâm Đồng, les cent cinquante années passées ont été particulièrement mouvementées. L'arrivée des Français, d'abord, et celle des Việt, dans un deuxième temps, les troubles politiques et militaires qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, ainsi que la prise en charge de cette région par le gouvernement communiste après 1975 ont constitué autant d'étapes décisives dans l'intégration politique et économique de

6. Voir Durand [2002] pour une discussion concernant le seuil à partir duquel la forêt n'est plus une forêt, et Déry [2002] pour une distinction entre déboisement et déforestation.

7. Parmi les plus importants : Condominas [1957], Boulbet [1966, 1975], Spencer [1966], Dove [1983], Do Dinh Sam [1994], Durand [1994], De Koninck [1996 et 1997], De Koninck *et al.* [1996], Rossi [1998].

8. Au Việt Nam, voir par exemple : Tran Sĩ Thu [1992], Nguyen Tran Cau [1995], Bui Cach Tuyen [1995].

ces territoires à l'ensemble du Viêt Nam. Dans ce processus, la colonisation agricole viet a tenu un rôle fondamental : à toutes les étapes, elle a été utilisée par l'État comme instrument pour favoriser l'intégration de ces territoires à l'écoumène administratif et économique des plaines. La colonisation agricole actuelle s'inscrivant dans la suite logique de cette évolution, il apparaît opportun d'en retracer les grandes lignes.

DE L'ARRIVÉE DES VIÊT À 1975

Ce voyage [vers les zones montagneuses et collineuses] le dépayse et le conduit dans une contrée où rien ne lui est familier, où sa routine de culture ne peut s'appliquer sans transformations : des sols nouveaux, l'exploitation de terrains en pente, l'utilisation des ressources de la forêt, tout lui pose des problèmes qu'il ne peut résoudre [Gourou 1936 : 199-200].

Jusqu'à l'arrivée des Français en Indochine, les Viêt ne fréquentaient que très rarement l'arrière-pays montagneux de la Chaîne annamitique : avant le XIX^e siècle, des commerçants ; au XIX^e siècle, quelques familles catholiques fuyant les persécutions, réfugiées dans la région de Kon Tum [Condominas 1971:140 ; ONU *et al.* 1959]. À partir de 1899, le déploiement des postes français dans cette région entraîna des populations viet en quête de travail vers les hautes terres. Des commerçants et artisans s'installèrent autour des postes où les miliciens, secrétaires et infirmiers étaient aussi viet [Condominas 1971 : 139 ; Déry 2000]. Rapidement, des ouvriers leur emboîtèrent le pas [Henry 1932 : 41]. Ce sont des planteurs français qui les faisaient venir, considérant les Viêt comme beaucoup plus compétents que la main-d'œuvre locale, moins fiable

à leurs yeux et qui ne travaillait que quelques jours de suite « en vue de l'acquisition d'étoffes ou d'objets que les commerçants annamites [apportaient] de la côte » [*id.*].

À la fin de la période coloniale, malgré une colonisation agricole « réussie » [Hickey 1982a : 321], toute la région des Plateaux centraux demeurait essentiellement forestière et marginale, peuplée majoritairement de groupes proto-indochinois faiblement intégrés à l'ensemble administratif et économique indochinois ; l'agriculture sédentaire ne s'étendait que sur des surfaces relativement restreintes de la région délimitée aujourd'hui par la province de Lâm Đồng [De Koninck 1997 : 61]. Certes, les infrastructures administratives, de communication et même « sociales » (hôpitaux, écoles, etc.) quadrillaient la région avec des mailles plus serrées qu'au début du siècle, mais l'influence extérieure ne se faisait vraiment sentir qu'aux abords des axes routiers : plus on s'en éloignait, plus les traditions locales prédominaient [Dournes 1948].

Au cours des trois décennies de guerres et d'instabilité politique qui se sont succédé de 1945 à 1975, les transformations territoriales mises en œuvre à l'époque coloniale dans la province de Lâm Đồng se sont amplifiées. L'intégration officielle de la région des Plateaux centraux au corps politique que représentait le Viêt Nam en 1950 a favorisé l'intégration *de facto*, c'est-à-dire la vietnamisation des Plateaux. Celle-ci a suivi deux axes : vietnamisation démographique par l'immigration, la colonisation agricole principalement, et vietnamisation administrative, les Viêt remplaçant les Français dans la gestion du territoire. Deux événements ont contribué à accélérer ce processus.

Le premier, c'est la migration, entre la fin de l'année 1954 et le printemps de 1955, de plus de 800 000 personnes qui ont quitté le nord du pays pour se diriger au sud du 17^e parallèle, dans une grande confusion⁹. Cela a représenté, en moins d'un an, une augmentation d'environ 8 % de la population du Sud-Viêt Nam, sans compter la croissance naturelle. Pour relocaliser toute cette population, des villages nouveaux ont été créés, surtout dans le Nam Bộ (Sud), mais aussi quelques-uns sur les Plateaux centraux, dans la province de Lâm Đồng. Parmi ceux-ci certains se sont implantés avec l'aide de religieux rédemptoristes¹⁰ dans des régions auparavant forestières, concourant ainsi à l'expansion des terres cultivées [Déry 2000; Déry et Chartier 2000]. Au total cependant, la colonisation agricole par les réfugiés du Nord a peu touché les Plateaux centraux aux niveaux démographique et territorial (600 km² tout au plus). Mais son importance stratégique et historique s'avère considérable : elle a consolidé les avancées coloniales et a ouvert la voie aux mouvements qui ont été initiés par la suite.

Le deuxième événement, c'est la Deuxième guerre d'Indochine, avec son cortège de déplacements de populations, de programmes gouvernementaux de relocalisation, de sédentarisation et ses décès, par plusieurs dizaines de milliers, d'autochtones des Plateaux centraux. Dans les années soixante, la quasi-totalité des villages de cette région¹¹ qui étaient le moins éloignés des grands axes routiers ont été, soit fortifiés (hameaux stratégiques) par le gouvernement du Sud-Viêt Nam, soit abandonnés, soit détruits ou rasés par l'un ou l'autre des protagonistes¹². Il en est résulté un grand bouleversement foncier,

renforcé par la disparition de plus de 200 000 autochtones [Evans *op. cit.* : 276; Hickey 1982a : 290, 1982b : xx].

Ainsi, après que les missionnaires, les explorateurs et les administrateurs eurent fourni l'occasion à l'État colonial de prendre pied sur les Plateaux, c'est la colonisation agricole qui, en particulier après 1954, a permis de consolider cette pénétration. Tous ces épisodes sont venus ébranler un territoire déjà bien occupé, quoique faiblement peuplé eu égard aux densités que l'on pouvait trouver dans les plaines, et où étaient juxtaposés quelques groupes ethniques plus ou moins parents, plus ou moins liés par des réseaux d'échange, et généralement indépendants¹³.

9. Entrevues avec les Pères Laliberté et Benoît (respectivement les 26 mars 1998 et 8 mai 1998, à Sainte-Anne de Beaupré).

10. La maison mère de la congrégation du Très-Saint-Rédempteur est située à Sainte-Anne de Beaupré (Québec).

11. Précisément les provinces de Lâm Đồng et Tuyên Đức, regroupées en 1975 pour former la seule province de Lâm Đồng.

12. Source : carte topographique au 1 : 50 000, 1965.

13. Il est inexact d'affirmer que, avant l'arrivée des Français, les Plateaux centraux étaient sous le contrôle des Viêt, comme le prétend Lê Thanh Khôi [1981], sous prétexte que certains groupes payaient un tribut au souverain installé à Huê [Dournes 1977]. Avant 1950, les Viêt n'ont jamais exercé un contrôle administratif réel sur cette région. En fait, ayant été repoussés vers l'intérieur après leur défaite sur la côte aux dépens des Viêt, seuls les Châm avaient commencé à s'imposer, surtout dans les régions de Djiring et de Dran.

INTERVENTIONS GOUVERNEMENTALES DEPUIS 1975
En 1975, pour la première fois de son histoire, le territoire qui s'étend de la frontière chinoise à la pointe de Cà Mau, en passant par l'ensemble des Plateaux centraux et du versant oriental de la Chaîne annamitique, forme une seule entité politique, un seul État : le Việt Nam. Pour la première fois aussi, aucun territoire n'échappe au contrôle exercé par l'administration centralisée (sauf peut-être les territoires sous l'égide du FULRO¹⁴ jusqu'en 1987).

Depuis la fin de la guerre en 1975, parallèlement aux modifications apportées au système foncier, les dirigeants vietnamiens ont instauré plusieurs programmes dont l'objectif officiel était d'améliorer les conditions de vie des citoyens. Trois d'entre eux ont eu de très fortes répercussions sur la géographie du pays et concernent plus spécifiquement les Plateaux centraux : 1) la relance de la création de nouvelles zones économiques (NZE) amorcées au Nord dans les années soixante ; 2) la sédentarisation de groupes ethniques appelés « minorités » depuis 1954 ; 3) les projets découlant du décret 327 (1992-1998). Comme ce fut le cas depuis le début de la pénétration française dans cette région, la colonisation agricole viet et la sédentarisation des Montagnards ont eu lieu de concert. Voyons brièvement ces programmes.

Pour le premier, les nouvelles zones économiques, l'objectif initial, purement stratégique et même militaire, était d'occuper un territoire considéré comme vide, situé tout près des frontières du pays. Le critère de sélection était alors celui de la facilité : facilité d'accès et de réalisation du projet. De 1976 à 1992, 4,3 millions de personnes auraient migré vers les NZE [CPHRS 1993 : 19]¹⁵. Cependant, les abandons

furent nombreux : peut-être 20 % entre 1976 et 1980 [*ibid.* : 22], soit environ 300 000 personnes. En réalité, ce taux varie tant, de 10 % à 90 % selon les NZE, qu'il reste difficile à évaluer [Desbarats 1987 : 61-62]. « Pour "décider" quelqu'un à partir pour ces zones, on n'emploie pas la force. On se contente de supprimer la carte de ravitaillement. » [Doan Van Toai 1979 : 13, 16-17, 267] Ces NZE représentaient un exil interne ou, du moins, répondaient à un besoin de sécurité, interne et externe, accru [Desbarats *op. cit.* : 48], ce qui confirme l'importance stratégique des régions où elles ont été implantées [Beresford et Fraser 1992 : 6 ; Hardy 1993 : 17]. Cela expliquerait en partie le nombre élevé des migrants, malgré la répugnance traditionnelle des Việt à l'endroit des espaces montagneux et forestiers¹⁶.

14. Le Front uni de libération des races opprimées a été créé en 1964, au début de l'intensification de l'implication des États-Unis au Việt Nam. Il a recommencé à sévir fortement dans les Plateaux centraux après la guerre, vers 1976. Le maximum d'intensité dans les affrontements avec le gouvernement communiste a été atteint vers 1980-1981 ; le mouvement s'est estompé par la suite et, selon la version « vietnamienne », a totalement disparu après 1987. Ces informations ont été obtenues lors de séjours dans la province de Lâm Đồng en 1996 et 1997.

15. Les chiffres disponibles sont assez confus car ils diffèrent d'une source à l'autre. Selon un rapport publié par The Economist Intelligence Unit [Fforde et Goldstone 1995 : 42], entre 1976 et 1990, 5 millions de personnes auraient été impliquées dans les divers programmes (NZE et sédentarisation) dont presque 3 millions pour les seules NZE, ce qui se situe largement en deçà des données du CPHRS.

16. Sur les migrations des Việt, voir aussi Hardy [1998 et 2000].

Le deuxième programme, établi par le gouvernement vietnamien après 1975, la sédentarisation des ethnies minoritaires pratiquant l'agriculture itinérante sur brûlis, avait débuté dans la partie nord du pays en 1968 [Beresford et Fraser *op. cit.* : 5; Do Dinh Sam 1994 : 16]. L'objectif était double : d'une part, mettre fin à cette pratique jugée prédatrice, à tort lorsqu'elle est réalisée dans les règles de l'art comme c'était généralement le cas sur les Plateaux centraux avant les années soixante [Boulbet 1966 et 1967; Condominas 1957]; d'autre part, fixer ces populations près des voies de communication sous prétexte d'améliorer leurs conditions de vie, ce qui en soi était louable mais dans les faits permettait de les avoir plus facilement à l'œil dans le contexte de la guérilla menée par le FULRO. Selon un observateur vietnamien, cela aurait « contribué à éliminer les pirates FULRO au Tây Nguyên, [et] à consolider la défense des régions frontalières » [Cu Hoa Van 1991 : 11]. Le programme culmina en 1992 avec l'interdiction totale de procéder à de nouveaux défrichements, les jachères étant tolérées.

En troisième lieu, le décret 327, annoncé en septembre 1992, proposait un large éventail d'actions visant principalement à intégrer à l'économie nationale des terres dénudées (*barren land*) ou marginales [Sikor 1995 : 143]. Sous l'égide de ce décret plusieurs projets locaux ont été mis en œuvre et soutenus. Environ 40 % du budget devaient être consacrés au financement de prêts sans intérêt consentis aux familles impliquées dans les projets, les 60 % restants devant servir à l'essor des infrastructures, aux innovations techniques et scientifiques, à l'amélioration des services de santé, à la reforestation, etc. [*ibid.* : 144]. Pour accroître la productivité

des terres dénudées, trois stratégies ont été encouragées : 1) la relocalisation des paysans pauvres des basses terres vers les régions des hautes terres; 2) la sédentarisation de ceux qui pratiquaient l'agriculture itinérante; 3) le développement communautaire dans les communautés sédentaires déjà établies [*ibid.* : 147].

LA DÉFORESTATION

Ces trois programmes gouvernementaux ont contribué à modifier significativement le paysage forestier de la province de Lâm Đồng. Une étude récente montre qu'entre 1958 et 1992 la part des forêts, tous types et tous degrés de dégradation ou de recû confondus (feuillus et pins), est passée de 69 % à 36 % alors que dans le même temps les terres en friche et celles dévolues aux cultures passaient de 13 % à 46 % et que la proportion des terres occupées par le bambou restait stable [De Koninck 1997]. Pour le seul district de Lâm Hà, l'évolution est encore plus drastique (tableau 1, p. 90).

Ce district (carte 1, p. 88) constitue à plusieurs égards un microcosme de la province de Lâm Đồng. La topographie, l'hydrographie, les sols, l'agriculture, les forêts, le peuplement, en somme tous les caractères physiques et humains qui témoignent de la géographie de la province peuvent s'appliquer à celle du district de Lâm Hà. Pourtant, depuis cinquante ans, cette zone a été très peu étudiée. Elle se trouve sur les marges des domaines propres à Condominas, Boulbet et Dournes, respectivement les pays Mnong au nord, Mạ à l'ouest et Koho (ou Sre) au sud¹⁷. Aujourd'hui, cette région forme

17. Hickey ne l'évoque pas une seule fois dans son histoire des Plateaux centraux [1982a et b].

Carte 1. Lâm Hà. Relief, repères et nouvelles zones économiques

Sources : carte topographique, feuillets 6632 (I à IV) et 6633 (II et III), échelle 1 : 50 000, 1965 et enquêtes (1996 et 1997).

une charnière entre un pays montagnard métamorphosé et un pays viet toujours pionnier. Comme pour l'ensemble de la province, trois processus concomitants et interreliés ont modifié le paysage du district de Lâm Hà : la progression territoriale de l'agriculture, le recul des lisières forestières doublé de la dégradation des forêts, et l'extension des zones de friches.

Les sources concernant l'état « végétal » de la région avant les Accords de Genève de 1954¹⁸ demeurent très limitées. Quelques bribes récoltées ça et là donnent un vague aperçu de certains territoires, mais on manque d'informations pour reconstituer une image, fût-elle partielle, du couvert végétal du district de Lâm Hà, avant et au cours de la période coloniale. Même la carte publiée par Maurand en 1943 fournit peu d'indications sur ce qui couvrait réellement le sol à cette époque. On sait qu'il y avait de la forêt, des brûlis, mais, pour le reste, rien de sûr.

La première cartographie complète et précise se base sur les photographies aériennes de 1958 : elle a été élaborée par l'Institut de reconnaissance et d'aménagement forestier de Hà Nội en 1987. Dans le cadre d'un projet ayant pour thème « Le défi forestier au Vietnam »¹⁹, De Koninck s'en est servi pour produire une cartographie diachronique de l'utilisation du sol de la province de Lâm Đồng [1997]. Les trois principales cartes de ce travail (1958, 1979 et 1992) sont réutilisées ici pour le district de Lâm Hà (carte 2, p. 91). Entre 1958 et 1979, les terres cultivées ont connu une extension relativement lente bien que leur superficie ait été multipliée par sept (tableau 1). Toutefois, ne sont comptabilisées que les surfaces portant une agriculture sédentaire ; car, dans toute la zone de bambou

du district, on pouvait compter alors 45 villages au moins où les habitants pratiquaient l'agriculture itinérante sur brûlis²⁰. Cette progression territoriale de l'agriculture sédentaire résulte de deux processus migratoires distincts.

Le premier s'est déroulé au cours de la décennie soixante : il s'agit du regroupement, dans des hameaux stratégiques, de tous les Montagnards de la région. Avec l'aide de Rédemptoristes, ceux-ci ont créé ou recréé les hameaux de R'Lom, Đa Nung et Đa M'pao [Déry et Chartier *op. cit.*]. Aux dires des religieux, le premier défi de cette installation a été d'enseigner aux Montagnards l'agriculture sédentaire. Ils semblent y être parvenus, comme en témoigne la carte de 1979 sur laquelle sont représentées leurs parcelles agricoles (carte 2).

Après 1975, un deuxième processus migratoire a été amorcé : il s'agit des déplacements vers les NZE (carte 1). Les surfaces cultivées en 1979 par ces migrants viet apparaissent très nettement sur la carte : ce sont les deux zones cultivées de chaque côté du corridor central ; à l'est la zone s'étend autour de Nam Ban alors que, à l'ouest, beaucoup plus petite à cette époque, la zone s'organise autour du village de Tân Hà.

18. Accords qui ont consacré la fin de la Première guerre d'Indochine et la perte pour la France de cette portion de son empire colonial.

19. Appuyé financièrement par le Centre de recherche pour le développement international du Canada (CRDI).

20. Sources : carte topographique au 1 : 50 000, 1965, réalisée par l'armée des États-Unis, et entretiens avec les Pères Michel Laliberté et Maurice Benoît.

Tableau 1
Lâm Hà. Évolution de l'utilisation du sol

catégories	1958		1979		1992	
	km ²	%	km ²	%	km ²	%
terres cultivées*	18	1,1	120	7,6	402	25,3
terres en friche	125	7,9	362	22,8	402	25,3
bambou	439	27,7	328	20,7	294	18,5
forêts pluviales et de mousson	637	40,1	667	42,0	411	25,8
forêts de pins	368	23,2	111	7,0	81	5,1
total	1 587	100,0	1 588	100,1	1 590	100,0

Source : De Koninck [1997 : 68-70].

* Inclut les zones habitées. En 1990, elles couvraient 6 km² [UBND Lâm Hà 1991 : 13].

Les zones de friches, elles, ont progressé d'une manière fulgurante entre 1958 et 1979. Leur superficie est passée de 7,9 % à 22,8 % (tableau 1). Ce phénomène est cependant moins évident à expliquer. D'une part, on peut présumer que les terres en friche situées autour du corridor agricole central devaient être des parcelles de brûlis car, malgré leur conversion à une agriculture sédentaire, les Montagnards complétaient toujours, et très récemment encore, leurs ressources alimentaires par des essarts en forêt. D'autre part, les zones de friches apparues dans la partie nord du district entre 1958 et 1979 traduisent une présence humaine, mais laquelle ? Après les évacuations des années soixante et jusqu'en 1985, cette région fut peu fréquentée à cause de la présence du FULRO. On peut émettre l'hypothèse que ces zones auraient été abandonnées après des tenta-

tives infructueuses d'implantation de hameaux stratégiques pendant la décennie soixante.

Parmi les principales formations végétales, c'est la forêt de pins qui a subi le plus de dommages au cours de cette période. Alors qu'elle couvrait 23,2 % de la superficie totale en 1958, elle n'en couvrait plus que 7 % en 1979 (tableau 1). Cette évolution se comprend assez aisément : les territoires sollicités, tant pour l'établissement des hameaux stratégiques que pour celui de la NZE de Hà Nội à Nam Ban (la plus importante jusqu'en 1979), étaient occupés essentiellement par cette forêt de pins. C'est pour cette raison d'ailleurs que la forêt pluviale, située sur les marges du domaine habité, en particulier sur les hautes montagnes du centre et de l'ouest du district, est demeurée relativement intacte, s'étendant même quelque peu aux dépens du bambou (tableau 1 et carte 2).

Carte 2. Lâm Hà. Utilisation du sol (1958, 1979, 1992)*....
91

* Source : De Koninck [1997 : 61-63]. Le district de Lâm Hà n'a été créé qu'en 1987.

Si entre 1979 et 1992 les processus sont plus complexes et difficiles à analyser, c'est en partie parce que les acteurs sont plus nombreux. Les terres agricoles se sont étendues à un rythme foudroyant. La croissance a ralenti, mais les surfaces mises en culture chaque année ont augmenté considérablement. Entre 1958 et 1979, une moyenne de 4,9 kilomètres carrés de terres étaient mis en culture chaque année ; au cours des treize années suivantes, cette moyenne est passée à 21,7 kilomètres carrés. La superficie agricole a atteint 402 kilomètres carrés en 1992, le quart du territoire du district.

Dans le même temps, la faible extension des

friches (seulement 40 km² de plus en 1992 qu'en 1979) masque le fait qu'une très grande partie des terres en friche de 1992 ne sont pas les mêmes que celles de 1979. D'un côté, les terres cultivées les absorbaient régulièrement depuis 1979 et, de l'autre, les friches gagnaient sur les forêts environnantes. Par ailleurs, les forêts de pins, qui n'apparaissaient déjà plus qu'à l'état résiduel en 1979, avaient presque complètement disparu du territoire en 1992 (tableau 1). Entre 1979 et 1992, les forêts pluviales, pour leur part, reculèrent rapidement alors qu'elles s'étaient pour ainsi dire stabilisées au cours de la première phase (tableau 1).

Au total, on peut affirmer sans prendre de risque qu'entre 1958 et 1992 les migrations viet ont été responsables d'au moins 70 % (et peut-être même 80 %) de l'extension de l'espace consacré à l'agriculture dans le district de Lâm Hà. Au cours de cette deuxième phase, peu de terres furent mises en culture dans sa partie septentrionale et furent surtout concernées les zones entourant les noyaux déjà consolidés avant 1979 : d'abord le corridor central, puis la NZE à Nam Ban et principalement celle autour de Tân Hà. Quelques aires périphériques, comme dans la commune de Phú Sơn ou dans celle de Phi Tô, furent aussi sollicitées. Depuis 1992, ces processus se sont poursuivis et de plus en plus de migrations viet se sont dirigées vers le nord du district, notamment vers la commune de Phi Liêng, la moins éloignée des centres locaux.

Des enquêtes conduites en 1996 et 1997 dans trois communes du district de Lâm Hà révèlent que la superficie des terres agricoles continue de croître, tant au détriment des friches qu'au détriment des forêts. Beaucoup de migrants se sont certes installés sur des terres en friche, mais plusieurs d'entre eux, tout comme d'anciens colons, exploitent les forêts environnantes pour leur usage personnel (bois de feu, construction, etc.) ou pour la vente, ce qui, lorsque l'exploitation atteint un seuil critique [Déry 2002 ; Durand 2002], contribue à l'extension des friches. Pour ce qui est des forêts, leur surface diminue toujours, quoique plus lentement, car elles sont de plus en plus difficiles d'accès. Leur dégradation malgré tout est plus rapide que leur recul territorial.

Dans cette évolution du district, on retrouve une constante : elle varie avec le groupe eth-

nique. Toutes les interventions anthropiques modifient le territoire, mais celui-ci ne se transforme pas de la même façon selon que les populations sont viet, koho, mạ, chil, mnong ou autres. Plus précisément, à l'échelle locale, que se passe-t-il ?

Distinctions ethniques dans l'extension du territoire agricole

La présente comparaison a trait à l'évolution récente (1975-1996) de trois communes du district de Lâm Hà : Hoài Đức, peuplée majoritairement de Việt ; Đa Đồn, où les proportions de Việt et d'autochtones étaient équivalentes en 1996 ; et Phi Liêng, où les autochtones étaient toujours les plus nombreux cette même année.

LA COMMUNE DE HOÀI ĐỨC

Avant 1975, il y avait peu de villages dans la région qui correspond aujourd'hui à la commune de Hoài Đức. Après cette date, cette zone a été retenue pour accueillir des migrants dans le cadre du programme des NZE. Des jeunes « volontaires » ont préparé le terrain à partir de 1977, et les premières familles sont arrivées dès 1980. Par la suite, il ne fait aucun doute que la population a augmenté rapidement. Appuyée par l'arrivée régulière de nouveaux colons, elle a plus que doublé entre 1990 et 2000 pour atteindre quelque 7 000 habitants. La progression du front pionnier²¹ et la multiplication des hameaux depuis 1980 en témoignent : on comptait à ce moment 3 groupes de travail (*tập đoàn*) ; en 1997, il y avait

21. Constatée sur place par l'auteur en hiver et en automne 1996, en juin 1997 et en août 2001.

6 hameaux²². Cette année-là, la densité de plus de 150 habitants au kilomètre carré était largement supérieure à la moyenne provinciale qui avoisinait alors 90 habitants au kilomètre carré. Cette population a pour caractéristique d'être probablement la plus homogène du district en termes d'origine. Selon le chef de la commune, 80 % des habitants proviennent du district de Hoài Đức, dans la province de Hà Tây, au nord du pays [Tran Dac Dan 2002]. Les enquêtes menées dans les hameaux 5 et 6, hameaux pionniers à la fin des années quatre-vingt-dix, le confirment.

Depuis les premières migrations vers cette région, à la fin des années soixante-dix, la majorité des nouveaux arrivants se sont consacrés à l'agriculture. D'abord, les colons ont exploité les fonds de vallée, pratiquant la riziculture inondée, et la complétant avec des cultures vivrières sur les collines environnantes (maïs et fèves). Puis, ils ont poursuivi le défrichement des collines pour étendre leurs domaines respectifs. Dès 1984, mais surtout après 1986, avec la hausse du prix du café, les paysans ont commencé à planter des cultures commerciales, relativement diversifiées au début (mûrier, thé, café). Par la suite, les choix agricoles se sont de plus en plus focalisés sur le caféier ; en 1995, sa domination était presque totale²³.

Cette évolution a eu pour principale conséquence le recul dramatique des forêts de la commune (carte 2). D'après un fonctionnaire local, en 1980, le territoire de l'actuelle commune de Hoài Đức aurait été couvert à 80 % par des forêts et des savanes naturelles. En 1996, après le boom du café de 1994, il ne restait plus rien. Et ce n'est presque pas exagéré :

lors de mes passages dans cette région, seuls des lambeaux de forêt subsistaient, sur des terrains de quelques hectares très accidentés et accessibles à pied seulement ; des migrants nouvellement arrivés entamaient cette forêt pour y planter du café.

En 1994, année d'un recensement complet portant sur le monde rural du Việt Nam, la superficie agricole de Hoài Đức représentait 31 % de la superficie totale de la commune, les terres à vocation forestière en représentaient 33 % [UBND Lâm Hà 1995 : 2]. Compte tenu des observations précédentes, on peut affirmer que ces terres dites forestières (*đất lâm nghiệp*) n'étaient pas boisées. On pourrait, tout au plus, parler de terres que l'on aurait souhaité consacrer à la foresterie, ce qui est resté un vœu pieux étant donné la progression du front pionnier depuis 1994 [Tran Dac Dan *op. cit.*].

À la fin des années quatre-vingt-dix, la colonisation agricole était toujours active dans la commune de Hoài Đức : les terrains libres se faisaient de plus en plus rares et les migrants les plus pauvres, ceux qui ne pouvaient acheter leur terre (ou plutôt leur « droit d'utilisation de la terre ») ou ne disposaient que d'un maigre capital, devaient se rabattre sur des terres moins fertiles situées sur les marges.

22. En 1987, lors de la constitution du district de Lâm Hà, tous les *tập đoàn* sont devenus des hameaux (*thôn*). Source : enquêtes de terrain.

23. Plus de 75 % du territoire cadastré, d'après les données fournies par le Comité populaire de la commune. Entrevue avec Nguyen Van Tien, le 20 septembre 1996.

LA COMMUNE DE ĐẠ ĐỒN

La commune de Đạ Đờn est un peu plus vaste que celle de Hoàì Đức, avec 5 810 hectares en 1994. Le relief de cette portion du territoire de Lâm Hà est plus varié que celui de Hoàì Đức ; il se divise en trois parties orientées parallèlement d'est en ouest (carte 1) : au centre, une étroite vallée, dont le cœur est situé entre la rivière Đạ Đeung et la route nationale 27, sépare deux massifs montagneux.

Avant 1962, cette partie du bassin de la Đạ Đeung était presque entièrement forestière avec peu d'activités humaines. En 1962, à cause de la guérilla communiste, toute la région entre Fyan et la rivière Krông Nô (partie nord du district de Lâm Hà) fut évacuée et quatre camps de réfugiés furent créés : R'Lom, Đạ Nung, Đạ RKoh et Đạ M'pao [Déry et Chartier *op. cit.*]. Ces villages constituent le milieu de l'actuelle commune de Đạ Đờn.

En 1979, l'administration du hameau d'An Phước, dont la population était alors exclusivement viêt, a été transférée de la commune de Phú Sơn à celle de Đạ Đờn. Cette « banalité » administrative constitua en fait un précédent : ce fut la première commune dans la région où Viêt et autochtones se virent officiellement mélangés [Mac Duong 1983]. L'immigration viêt s'est ensuite accélérée et de nouveaux hameaux ont été créés autour des villages originaux, tandis que deux entreprises agricoles d'État s'y établissaient. Après le règlement du conflit avec le FULRO (1985-1987), l'afflux de Viêt a connu son point culminant.

Comme ailleurs dans le district de Lâm Hà, le paysage a été transformé en profondeur. De 1962 à 1975, les groupes ethniques autoch-

tones, koho, mạ et chil, pratiquaient des cultures itinérantes et vivaient dans les hameaux stratégiques (camps de réfugiés entourés de palissades) [Fall 1967]. L'installation dans ces hameaux a contribué au défrichement et à la mise en culture d'une lisière de terrain le long de la « route » principale ; les essarts se sont faits plus nombreux sur les collines environnantes, en raison surtout de la concentration de la population dans cette zone.

Après 1976, l'État vietnamien a distribué des terres aux populations locales (après les avoir confisquées) : environ 1 500 mètres carrés par famille, pour les jardins et la maison. Mais comme ce n'était pas suffisant pour tous, plusieurs ont été incités à partir vers les NZE (en particulier dans le district voisin de Di Linh). Après cette émigration conjuguée aux quelques retours dans les hameaux d'origine, la population de cette région n'était plus que de 3 000 personnes environ. Puis arrivèrent graduellement des colons viêt qui s'implantèrent d'abord dans le corridor central déjà aménagé, souvent sur des terres abandonnées par des autochtones. Depuis 1987, l'afflux constant et considérable de nouveaux contingents de Viêt a fait reculer la forêt qui demeurait encore sur les pourtours du corridor central : directement, lorsqu'ils s'installaient sur une terre, et indirectement, lorsqu'ils achetaient les lots de Koho ou de Mạ, lesquels ont ensuite migré sur des terres plus éloignées des axes routiers. En 1996, la commune comptait de nouveau plus de 7 500 personnes réparties sur 9 hameaux [UBND Lâm Hà 1995 : 4]. Les Viêt représentaient un peu plus de la moitié de cette population, et cette proportion suivait une courbe ascendante.

Selon les fonctionnaires locaux, il n'y a pas de conflit entre les différents groupes ethniques. Les habitants soutiennent toutefois que la dynamique démographique et ethnique de la commune est devenue un « inconvénient » : les autochtones y sont relativement nombreux et généralement plus pauvres que les Việt. Dans le cadre des programmes sociaux du gouvernement, la commune est déjà considérée (en 1996) comme une commune Việt, donc « développée ». Ainsi les autorités locales ne peuvent-elles pas disposer des privilèges ou des ressources d'ordinaire octroyés aux communes autochtones pauvres.

LA COMMUNE DE PHI LIÊNG

Phi Liêng est la plus montagneuse des trois communes observées ici : les rares vallées y sont très étroites. La seule route praticable en toutes saisons (la nationale 27) serpente sur la crête entre les affluents les plus méridionaux du bassin de la Krông Nô et une partie du bassin de la Đạ Đeung (carte 1). Pour atteindre Phi Liêng, il faut franchir le col du même nom, à plus de 1 300 mètres d'altitude.

On ne dispose que de peu d'indications concernant la population de la région avant 1962. À l'arrivée de missionnaires rédemptoristes canadiens, en 1958, on y recensait 11 hameaux²⁴. De 1962 à 1970, en raison de la guerre, la population a été regroupée dans deux camps. Ceux-ci seront par la suite détruits et les habitants déménagés dans les hameaux créés dans la région de Đạ Đôn. De 1970 à 1975, la région de Phi Liêng fut donc abandonnée. Après la guerre, certains sont retournés dans leurs villages, mais de façon temporaire seulement. Ce n'est qu'en 1985, vers la fin du conflit avec le FULRO, que les populations ont pu se

réinstaller durablement dans leurs hameaux d'origine. Jusque-là, aucun Việt n'était venu s'implanter dans cette région.

Après la création du district en 1987, les premiers Việt ont commencé à affluer, d'abord le long de la nationale 27, ce qui est devenu depuis le « hameau central des Việt » (*Thôn trung tâm gồm người Kinh*), et en direction du hameau de Taleurn, zones facilement accessibles. Entre 1990 et 1992, quelques familles des groupes ethniques Tày et Nùng, en provenance de Cao Bằng, province du nord du pays, sont venues spontanément, défrichant elles-mêmes une terre pour la cultiver. En 1994, moins de dix ans après les premières arrivées, les Việt étaient présents dans tous les hameaux sauf un ; ils représentaient 17 % de la population de la commune²⁵, une hausse assez spectaculaire si l'on tient compte du fait qu'ils ne représentaient que 5 % des habitants au recensement de 1989 [Nguyễn Duc Bình 1995].

D'après les chiffres compilés par l'ancien chef de la commune (M. Bang Go), en 1996 on comptait un peu moins de 3 800 personnes : les Mạ étaient alors les plus nombreux, devant les Koho et les Việt. La prudence d'interprétation, recommandée pour les autres communes, s'avère aussi de mise ici. Mais comme à Đạ Đôn et Hoà Đức, la croissance très rapide de la population ne fait aucun doute.

L'évolution de l'utilisation agricole du sol a surtout suivi l'évolution ethnique. Jusqu'en 1994,

24. Information obtenue lors d'un entretien avec M. Ka Sieng, chef de la commune de Phi Liêng (2 octobre 1996).

25. Entretien avec Bang Go, 24 novembre 1996, Phi Liêng.

la population pratiquait presque exclusivement l'agriculture sur brûlis : riz, maïs, fèves, auxquels s'ajoutaient parfois quelques cultures de rente, quelques jardins. Les premiers caféiers ont été plantés en 1994, pour quelques-uns dans le cadre du programme 327, mais pour la plupart dans le cadre d'initiatives individuelles. Selon les données du recensement de 1994, les terres agricoles couvraient alors 455 hectares dont 94 % étaient consacrés aux cultures annuelles. Il est certain qu'avec les caféiers plantés depuis, la proportion des cultures annuelles a chuté. Partout, le long des sentiers, autour des maisons, les caféiers dominent.

Éléments de comparaison et conclusion

Les trois communes de Hoài Đức, Đa Đồng et Phi Liêng présentent un profil socioéconomique fort différent (tableau 2). Toutefois, une comparaison de leur dynamique évolutive, tant du point de vue de la démographie que du point de vue de l'utilisation du sol, met en lumière un certain nombre de caractères communs. Ceux-ci s'articulent autour de trois thèmes principaux : les interventions de l'État et la question foncière ; l'évolution démographique des groupes ethniques ; l'évolution de l'utilisation du sol.

L'État, par ses programmes de hameaux stratégiques, de sédentarisation et de colonisation agricole au cours de la décennie soixante, a contribué aux inégalités entre Việt et non-Việt qui caractérisent le partage actuel de l'assiette foncière. Par exemple, dans la province voisine du Đắk Lắk, pour la colonisation agricole việt, le gouvernement octroyait 5 hectares par famille [Hickey 1982b : 20] alors que, pour la sédentarisation, les familles de Montagnards ne rece-

vaient qu'1 seul hectare [*ibid.* : 32]. Ces inégalités, exacerbées après 1975, prennent deux formes aujourd'hui. En premier lieu, dans les zones étudiées du district de Lâm Hà, les Koho, Mạ et Chil détiennent des superficies moins étendues que celles des Việt, 0,3 à 0,5 hectare en moyenne pour les premiers et généralement plus de 1 hectare pour les autres²⁶. En second lieu, les Việt acquièrent très souvent les meilleures terres, soit à la suite du brassage foncier occasionné par la guerre, soit plus simplement en achetant des terrains récents. Cette situation a aussi été observée au Đắk Lắk, quoique les conditions ne soient pas tout à fait les mêmes [Fortunel 2000 : 65-66 ; Hardy 1998].

Depuis 1975, dans ces trois communes, l'État est intervenu différemment. À Hoài Đức, il a mis en œuvre les NZE. Les Việt qui ont participé à ce programme disposent dorénavant de terres suffisamment étendues et fertiles pour assurer leur survie à moyen terme et souvent plus longtemps. Comme cette commune a été ouverte à la colonisation pour eux, la population y est presque totalement việt et, en l'absence d'alternative, le territoire agricole continue de s'étendre au fur et à mesure de la croissance démographique. On peut affirmer que les forêts n'y existent plus. À moyen terme, cependant, il est probable que les terres seront de plus en plus morcelées.

Dans la commune de Đa Đồng, la situation est autre. Historiquement, les autochtones de la région occupaient de vastes terrains. Mais en raison

26. Des paysans et fonctionnaires locaux prétendent que, dans certains villages, 90 % de la population des non-Việt ne peuvent pas manger à leur faim ; cela n'a pu être vérifié.

Tableau 2
Communes de Hoài Đức, Đa Đồng et Phi Liêm.
Quelques indicateurs de comparaison

	Année	Hoài Đức	Đa Đồng	Phi Liêm	Lâm Hà
Superficie (ha)	1994	4 335 (4 322)	4 823 (5 810)	33 044 (32 905)**	160 230
Population (hab.)	1994	5 134 (5142)	6 338 (6 842)	3 316 (3 660)	87 316
Densité de population hab./km ²	1994	118 (119)	140 (118)	10 (11)	54
Proportion de femmes (%)	1989	47,0*	51,1	53,9	50
Superficie agricole (%)	1994	31	30	1	11
Superficie foresterie (%)	1994	33	20	65	50
Superficie café (ha)*** (UBND, Lâm Đồng)	1991	135	320	14	2 000 (1 200)
Superficie café (ha)***	1995	160	660	30	3 200 (2 700)

Sources : UBND Lâm Hà [1991 et 1995], GSO [1995]. Les chiffres entre parenthèses sont tirés de UBND Lâm Hà [1995].

* Dans les autres communes, la tendance est similaire. En fait, dans les 7 communes issues des NZE, *i.e.* les communes pionnières, les hommes sont en nombre supérieur. Inversement, dans les communes où la proportion des ethnies minoritaires est la plus élevée, les femmes sont les plus nombreuses [UBND Lâm Hà 1991 : 14].

** Selon l'annuaire statistique du district, la superficie de la commune de Phi Liêm atteindrait 32 905 hectares, chiffre qui ne correspond pas à ceux tirés des cartes récentes.

*** Il n'est pas précisé si cela comprend à la fois les surfaces de production et les nouvelles superficies.

de l'héritage des politiques de regroupement des années soixante et soixante-dix et des politiques de sédentarisation plus récentes, les autochtones ont vu leur domaine foncier passablement amoindri ; les conditions d'éducation de la population peuvent aussi avoir joué un rôle

non négligeable²⁷ [Déry et Chartier *op. cit.*]. Cette situation a atteint un seuil critique en 1975 du fait de l'arrivée constante de nouveaux

27. Ce point mériterait d'être approfondi dans une autre recherche.

Viêt, mais elle s'est aggravée à partir de 1987 car l'insécurité relative provoquée par les activités du FULRO disparue, les migrations spontanées en provenance des autres régions du pays ont littéralement explosé²⁸. Le portrait ethnique et celui de l'utilisation du sol se sont donc graduellement modifiés en fonction de ces migrations principalement viet. Les forêts ont considérablement reculé et les quelques efforts de plantation (de pins au début des années quatre-vingt) n'y ont rien changé.

Pour leur part, les communes de Phi Liêng et de Đa Đồn n'ont pas été désignées comme zones d'accueil des NZE. Néanmoins, les engagements gouvernementaux en matière de sédentarisation ont contribué à faire cesser la plupart des brûlis. Le portrait ethnique y est en transformation constante, surtout depuis 1992, date à partir de laquelle les Viet ont afflué en plus grand nombre. La commune de Phi Liêng étant plus difficile d'accès, l'arrivée toujours croissante, en 1996 et 1997, de migrants agricoles témoigne d'une certaine saturation foncière dans les zones d'accueil « traditionnelles », comme Hoài Đức et Đa Đồn, où les terres bon marché se raréfient. Les forêts de Phi Liêng sont demeurées en bon état, bien que leur exploitation illégale menace d'accélérer le processus de dégradation et même de déforestation si les migrations agricoles viet se poursuivent.

Cette comparaison des trois communes permet de proposer trois conclusions.

Premièrement, dans le district de Lâm Hà, la colonisation agricole viet constitue sans aucun doute le premier facteur de déforestation, *i.e.* de remplacement du couvert forestier

par un autre type d'utilisation du sol. Que ce soit à Hoài Đức, Đa Đồn ou Phi Liêng, le recul des lisières forestières est directement lié à l'arrivée massive de colons viet. Il est exacerbé par les changements dans les pratiques agricoles des groupes koho, mạ et chil, ceux-ci étant soit directement imposés par l'État, soit imposés par la force des choses, c'est-à-dire par le rétrécissement progressif des espaces disponibles. Pourtant, les minorités continuent d'être tenues pour responsables de la dégradation environnementale bien qu'un récent rapport associe le couvert forestier des Plateaux centraux, plus riche que dans le reste du pays, à la pratique de l'essartage et des longues jachères forestières [Do Dinh Sam *op. cit.* : 35].

Deuxièmement, la colonisation agricole viet a contribué à intégrer au reste de la province la quasi-totalité du territoire du district étudié. Elle apporte la preuve de l'influence croissante de l'État [Déry 2000]. Aujourd'hui, les migrants viet que cette NZE a drainés, et ceux appuyés financièrement par l'État et les « spontanés » venus après 1987 de leur propre initiative [Tran Dac Dan et Déry 1999], représentent une population largement plus nombreuse que ce qui avait été planifié et occupent plus de la moitié du territoire du district. L'évolution est en cours, et il apparaît presque certain que les régions encore marginales des trois communes septentrionales (Phi Liêng, Liêng Sron et Ro Men) seront davantage intégrées dans les prochaines années.

28. Sur les migrations spontanées, voir Hardy [2000] ainsi que la thèse de Tran Dac Dan [2002].

Troisièmement, à Lâm Hà comme dans l'ensemble de la province de Lâm Đồng, ce qui caractérise tous ces bouleversements, c'est le fait qu'ils ne se soient pas produits en réaction à des mouvements ou forces internes : les

incitations, les motivations et même la population viennent de l'extérieur. Et c'est la progression spatiale de l'agriculture, sous la forme d'un front pionnier toujours mouvant, qui est demeurée le principal instrument des transformations.

Bibliographie

Beresford, M. et L. Fraser — 1992, « Political Economy of the Environment in Vietnam », *Journal of Contemporary Asia* 22 (1) : 3-19.

Boulbet, J. — 1966, « Le Miir, culture itinérante avec jachère forestière en pays maa' (région de Blao - bassin du fleuve Daa' Dööng (Dông Nai)) ». Paris, *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient* : 77-98. — 1967, *Pays des Maa'. Domaine des génies. Nggar Maa', Nggar Yaang. Essai d'ethno-histoire d'une population proto-indochinoise du Vietnam central*. Paris, École française d'Extrême-Orient. — 1975, *Les paysans de la forêt*. Paris, École française d'Extrême-Orient. — 1984, *Forêts et pays*. Paris, École française d'Extrême-Orient.

Bui Cach Tuyen — 1995, « Community-Based Natural Resources Management in Lam Dong Province in the Highlands of Southern Vietnam », in T. Rambo et al. eds., *The Challenges of Highland Development in Vietnam*. Hawaii/Hanoi/Berkeley, East-West Center for Natural Resources and Environmental Studies/Center for Southeast Asian Studies : 31-142.

Centre for Population and Human Resources Studies (CPHRS) — 1993, *State of the ART Report on Spontaneous Migration in Vietnam*. Project VIE/93/P02.

Condominas, G. — 1957, *Nous avons mangé la forêt de la Pierre-Génie Gôo*. Paris, Flammarion. — 1971, « Vietnamiens et Montagnards du Centre et Sud-Vietnam », in J. Chesneaux et al. eds., *Tradition et révolution au Vietnam*. Paris, Anthropos : 135-146.

Cu Hoa Van — 1991, « Bilan de la sédentarisation des ethnies minoritaires au Vietnam », *Études vietnamiennes* : 6-15.

De Koninck, R. — 1996, « The Peasantry as the Terri-

torial Spearhead of the State in Southeast Asia. The Case of Vietnam », *Sojourn. Journal of Social Issues in Southeast Asia* 11 (2) : 231-258. — 1997, *Le recul de la forêt au Vietnam*. Ottawa, Éditions du CRDI.

De Koninck, R. et al. — 1996, « Les fronts pionniers du centre du Vietnam. Évolution démographique et empreinte toponymique », *Annales de Géographie* 105 (590) : 395-412.

De Koninck, R. et S. Déry — 1997, « Agricultural Expansion as a Tool of Population Redistribution. Southeast Asian examples », *Journal of Southeast Asian Studies* 28 (1) : 1-26.

Déry, S. — 1999, « La colonisation agricole au Vietnam ». Thèse non publiée. Québec, Université Laval. — 2000, « Agricultural Colonisation in Lam Dong, Vietnam », *Asia Pacific Viewpoint* 41(1) : 35-50. — 2002, « Déboisement et déforestation : une distinction terminologique pour comprendre les politiques agricoles et environnementales au Vietnam », *Histoire et Anthropologie* (avril) : 151-164.

Déry, S. et G. Chartier — 2000, « Christian Missions and State Penetration of Ethnic Minority Territories. A Vietnam-Ecuador Comparison », in G. Hainsworth ed., *Globalization and the Asian Economic Crisis. Localized Responses, Coping Strategies, and Governance Reform in Southeast Asia* : 147-157.

Desbarats, J. — 1987, « Population Redistribution in the Socialist Republic of Vietnam », *Population and Development Review* 13 (1) : 43-76.

Do Dinh Sam — 1994, *Shifting Cultivation in Vietnam. Its Social, Economic and Environmental Values Relative to Alternative Land Use*. International Institute

- for Environment and Development (Forestry and Land Use Series 3).
- Doan Van Toai** — 1979, *Le Goulag vietnamien*. Paris, Robert Laffont. Récit recueilli par Michel Voirol.
- Dournes, J.** — 1948, « Structure sociale des Montagnards du Haut-Donnai. Tribu de riziculteurs », *Bulletin de la Société des études indochinoises* 24 : 101-106. — 1977, *PÔTAO : une théorie du pouvoir chez les Indochinois jôrai*. Paris, Flammarion.
- Dove, M.** — 1983, « Theories of Swidden Agriculture and the Political Economy of Ignorance », *Agroforestry Systems* 1 : 85-99.
- Durand, F.** — 1994, *Les forêts en Asie du Sud-Est. Recul et exploitation. Le cas de l'Indonésie*. Paris, L'Harmattan. — 1998, « Les forêts indonésiennes à l'orée de l'an 2000, un capital en péril », *Hérodote* 88 : 62-75. — 2002, « Les mètres cubes de bois et de carbone qui cachent les forêts tropicales, de l'espace- vie aux enjeux écolo-financiers mondiaux », *Histoire et Anthropologie* (avril) : 33-50.
- Evans, G.** — 1992, « Internal Colonialism in the Central Highlands of Vietnam », *Sojourn. Journal of Social Issues in Southeast Asia* 7 (2) : 274-304.
- Fall, B.** — 1967, *Les deux Viet-Nam*. Paris, Payot.
- Fforde, A. et A. Goldstone** — 1995, *Vietnam to 2005. Advancing on All Fronts* (research report). Londres, Economist Intelligence Unit.
- Fortunel, F.** — 2000, *Le café au Vietnam. De la colonisation à l'essor d'un grand producteur mondial*. Paris, L'Harmattan.
- General Statistical Office (GSO)** — 1995, *Kết quả tổng điều tra nông thôn và nông nghiệp. Năm 1994*. 3 vol. Hanoï, Statistical Publishing House.
- Gourou, P.** — 1936, *Les paysans du delta tonkinois*. Paris, Publications de l'École française d'Extrême-Orient (« Publications de l'École française d'Extrême-Orient » 26).
- Hardy, A.** — 1993, *Politiques et expériences en matière de migration au Viêt Nam pendant le xx^e siècle*. DEA d'histoire. Université Paris VII-Jussieu. — 1998, *A History of Migration to Upland Areas in 20th Century Vietnam*. Canberra, Australian National University. Thèse non publiée. — 2000, « Strategies of Migration to the Central Highlands since 1975 », *Asia Pacific Viewpoint* 41 (1).
- Henry, Y.** — 1932, *L'économie agricole de l'Indochine*.
- Hickey, G.C.** — 1982a, *Sons of the Mountains. Ethnohistory of the Vietnamese Central Highlands to 1954*. New Haven et Londres, Yale University Press. — 1982b, *Free in the Forest. Ethnohistory of the Vietnamese Central Highlands 1954-1976*. New Haven et Londres, Yale University Press.
- Lê Thanh Khôi** — 1981, *Histoire du Viet-Nam : des origines à 1858*. Paris, Sudestasie.
- Mac Duong** — 1983, *Vấn đề dân tộc ở Lâm Đồng (Problèmes ethniques du Lam Đồng)*. Đà Lạt, Sở văn hóa tỉnh Lâm Đồng xuất bản.
- Nguyen Duc Binh** — 1995, Rapport de recherche au projet « Le défi forestier au Vietnam ». Québec, Université Laval.
- Nguyen Tran Cau** — 1995, « Natural Conditions and Resources of the Tay Nguyen Highlands », in T. Rambo et al. eds., *The Challenges of Highland Development in Vietnam*. Hawaii/Hanoi/Berkeley, East-West Center for Natural Resources and Environmental Studies/Center for Southeast Asian Studies : 31-37.
- ONU et al.** — 1959, *Les perspectives de développement économique de la République du Viet-Nam*. New York, Publications des Nations unies.
- Rambo, A.T. et al.** — 1995, *The Challenges of Highland Development in Vietnam*. Honolulu, Hanoï, Berkeley, East-West Center, Center for Natural Resources and Environmental Studies, Center for Southeast Asian Studies.
- Rossi, G.** — 1998, « États, minorités montagnardes et déforestation », *Cahiers d'outre-mer* 51 (204) : 385-406.
- Sikor, T.** — 1995, « Decree 327 and the Restoration of Barren Land in the Vietnamese Highlands », in T. Rambo et al. eds. *op. cit.* : 143-157.
- Spencer, J.E.** — 1966, *Shifting Cultivation in South-eastern Asia*. Berkeley, University of California Press.
- Tran Duc Dan** — 2002, « Les fronts pionniers des paysans du delta tonkinois sur les Plateaux centraux du Viet Nam ». Thèse de doctorat non publiée. Québec, Université Laval.
- Tran Duc Dan et S. Déry** — 1999, « La migration spontanée vers les Hauts plateaux du centre du Viêt-nam : un défi pour le développement durable », in R. De Koninck et al. eds., *Identités, territoire, environnement*

en Asie du Sud-Est/Identities, Territory and Environment in Southeast Asia. Québec, GÉRAC, Institut des hautes études internationales (« Documents du GÉRAC » 13) : 211-222.

Tran Sĩ Thu — 1992, *Một số vấn đề dân số Lâm Đồng/Some Problems about Lam Dong Population*. Dalat, Office of Statistics.

UBND Lâm Hà — 1991, *Lâm Hà. Niên giám thống kê. 1988-1991* (Lamha. Annuaire statistique, 1988-1991). Dinhvan, Ủy Ban Nhân Dân Huyện Lamha. — 1995, *Số liệu thống kê kinh tế-xã hội. Huyện Lâm Hà, 1991-1995* (Données statistiques socioéconomiques. District de Lamha, 1991-1995). Dinhvan, Ủy Ban Nhân Dân Huyện Lamha.

Résumé

Steve Déry, *Distinctions ethniques et déforestation au Việt Nam. Un front pionnier de la province de Lâm Đồng*
Depuis 1975, une colonisation agricole soutenue a littéralement bouleversé le paysage des montagnes et plateaux du centre du Việt Nam. En conséquence, les lisières forestières ont reculé à un point tel que les forêts n'y apparaissent plus qu'à l'état résiduel. Cette dynamique a permis à l'État moderne vietnamien, issu des troubles politiques qui ont secoué la région entre 1945 et 1975, de consolider sa présence partout sur son territoire. L'objectif de cet article consiste à montrer, par l'examen de l'évolution de l'utilisation du sol dans trois communes de la province de Lâm Đồng, que c'est la colonisation agricole des Việt qui constitue la cause principale du processus de déforestation au Việt Nam et non l'agriculture itinérante pratiquée par les minorités ethniques.

Abstract

Steve Déry, *Ethnic Distinctions and Deforestation in Vietnam: A Pioneer Frontier in Lâm Đồng Province*
Since 1975, farmers have steadily settled in the mountainous and plateau areas of central Việt Nam. This has completely disrupted the landscape. As a consequence, forests have been pushed back to the point of now being residual. Owing to this process, the modern Vietnamese state, which has come out of political turmoil in the region from 1945 to 1975, has consolidated its presence everywhere. Examining land-use patterns in three communes in Lâm Đồng Province shows that Việt farm settlements – and not the itinerant agriculture practiced by ethnic minorities – are the main cause of deforestation in Việt Nam.